

12 JUILLET 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

[Télécharger le .pdf](#)

Françaises, Français,

Mes chers compatriotes, d'hexagone, d'outre-mer et de l'étranger,

Comme depuis le début de la pandémie, je tiens à m'adresser directement à vous, après m'être beaucoup déplacé, après avoir été à votre rencontre partout en France et après avoir largement consulté.

Où en sommes-nous de notre combat contre le COVID-19 ?

Grâce à l'engagement exceptionnel de nos soignants, grâce à votre civisme, nous avons réussi à maîtriser l'épidémie et à revivre à nouveau.

Nos efforts proportionnés, la réouverture progressive et réussie des mois de mai et juin et le déploiement d'un plan de vaccination inédit, nous ont permis d'obtenir des résultats incontestables.

Nous étions parvenus au cours de ces dernières semaines à passer sous les 2 000 contaminations par jour contre plus de 35 000 au plus haut de la crise.

Les hospitalisations comme les décès sont au plus bas depuis près d'un an. En vous disant cela, je pense évidemment aux victimes et à leurs proches.

La vie, malgré tout, a pu continuer. Parce que nous nous sommes organisés, collectivement.

Si nous avons demandé beaucoup aux enseignants, aux parents d'élèves qui ont dû s'adapter dans l'urgence quand soudain une classe fermait, si nous avons demandé aussi à nos élèves et à nos étudiants, la France a largement préservé l'instruction durant cette crise : 12 semaines de fermeture pour nos écoles depuis mars 2020. Alors qu'aux Etats-Unis les écoles ont fermé durant 56 semaines ou en Allemagne durant 34 semaines. Certains cours ont pu reprendre physiquement à l'université ces derniers mois.

Nous pouvons être fiers de ce choix collectif, d'avoir fait le maximum pour l'avenir de nos enfants et de notre jeunesse.

Cet été comme à la rentrée, nous accentuerons encore nos efforts pour apporter un soutien renforcé aux élèves et aux étudiants qui rencontrent des difficultés.

Sur le plan économique, le « quoi qu'il en coûte auquel je m'étais engagé dès mars 2020, non seulement nous a permis de protéger nos entreprises et nos emplois, mais a préservé le pouvoir d'achat de nombre de Français et est à l'origine d'un vigoureux rebond.

Notre croissance devrait s'établir à 6% en 2021, en tête des grandes économies européennes.

La France, pour la deuxième année consécutive, a été désignée comme le pays le plus attractif d'Europe.

Contrairement aux prévisions, l'emploi a résisté et les acquis obtenus depuis 2017 en termes de baisse du chômage sont préservés. En 2020, le COVID a détruit près de 300 000 emplois. Depuis le début de l'année, nous en avons déjà recréé 187 000 emplois. Sur ce seul mois de mai, nous avons atteint un

nombre de CDI créés inédit, égalant notre record de 2006.

Dans tous les secteurs qui, comme la culture, l'hôtellerie, la restauration, le sport et le tourisme, ont le plus souffert, chacun reconnaît que les plans de soutien spécifiques que nous avons mis en œuvre ont permis d'empêcher les drames humains, les faillites et d'envisager une reprise sereine.

Nous restons pleinement mobilisés pour aider ceux qui ont subi la crise plus fortement que d'autres : les salariés travaillant dans les entreprises qui n'ont pas résisté, ou les jeunes comme les indépendants qui durant cette période sont malheureusement tombés dans la pauvreté.

Je veux vous dire ce soir que nous avons eu raison collectivement de rechercher sans cesse l'équilibre entre la protection et la liberté ; raison, au début de cette année, de protéger la vie sans pour autant refermer le pays. Cette situation maîtrisée c'est le fruit de nos choix, de nos efforts.

Ces choix et nos résultats nous permettent d'aborder les difficultés qui sont encore devant nous avec détermination.

Car oui à l'heure où je vous parle, notre pays est confronté à une reprise forte de l'épidémie, qui touche tous les territoires, métropole comme outre-mer. Aussi longtemps que le virus circulera, nous serons confrontés à ce type de situation.

L'apparition du variant dit Delta se traduit en effet par une augmentation des contaminations partout dans le monde. Parce que ce variant est trois fois plus contagieux que la première souche, il s'engouffre dans tous les espaces non couverts par la vaccination. Pour y faire face de nouvelles mesures de restrictions ont été décidées aux Pays-Bas, au Portugal ou en Espagne. En Asie et dans le Pacifique, certains pays ont dû se résoudre à un reconfinement. Le Japon, imaginez, qui s'apprête à organiser les Jeux Olympiques, le fera sans aucun spectateur ! Et, si chez nous, en France, la situation est pour le moment maîtrisée, si nous n'agissons pas dès aujourd'hui, le nombre de cas va continuer de monter fortement, et entraînera inévitablement des hospitalisations en hausse dès le mois d'août.

Nous avons pour faire face à cette nouvelle donne un atout-maître, qui change tout par rapport aux vagues précédentes : le vaccin. Tous les vaccins disponibles en France nous protègent solidement contre ce variant Delta : ils divisent par 12 son pouvoir de contamination et évitent 95% des formes graves. L'équation est simple : plus nous vaccinerons, moins nous laisserons d'espace au virus pour se diffuser, plus nous éviterons les hospitalisations. Et plus nous éviterons d'autres mutations du virus peut-être plus dangereuses encore. C'est donc une nouvelle course de vitesse qui est engagée.

Un été de mobilisation pour la vaccination : voilà ce que nous devons viser. Vacciner un maximum de personnes, partout, à tout moment.

Nous sommes une grande Nation. Une Nation de Science, celle des Lumières, de Louis Pasteur.

Alors quand la science nous offre les moyens de nous protéger, nous devons les utiliser avec confiance dans la raison et dans le progrès.

Pour nous protéger et pour notre unité, nous devons aller vers la vaccination de tous les Français car c'est le seul chemin vers le retour à la vie normale.

Dans un premier temps, pour les personnels soignants et non-soignants des hôpitaux, des cliniques, des maisons de retraite, des établissements pour personnes en situation de handicap, pour tous les professionnels ou bénévoles qui travaillent au contact des personnes âgées ou fragiles, y compris à domicile, la vaccination sera rendue obligatoire sans attendre.

J'ai conscience de ce que je vous demande. Je sais que vous êtes prêts à cet engagement, cela participe en quelque sorte de votre sens du devoir.

Pour tous nos compatriotes concernés, ils auront jusqu'au 15 septembre pour se faire vacciner.

Il faut commencer dès maintenant.

A partir du 15 septembre, des contrôles seront opérés, et des sanctions seront prises.

Il y a ensuite tous les autres Françaises et Français, les millions d'entre vous qui n'ont pour le moment reçu aucune injection. En fonction de l'évolution de la situation nous devons sans doute nous poser la question de la vaccination obligatoire pour tous les Français.

Mais je fais le choix de la confiance. Et j'appelle solennellement tous nos concitoyens non-vaccinés à aller se faire vacciner dès aujourd'hui au plus vite.

9 millions de doses vous attendent dès aujourd'hui, qui n'ont pas encore été injectées et nos commandes continuent d'arriver. Que ce soit, donc, près de chez vous, sur votre lieu de vacances, avec ou sans rendez-vous, faites-vous vacciner ! C'est la seule façon de vous protéger et de protéger les autres.

C'est une question de responsabilité individuelle, de sens de l'esprit collectif. C'est aussi ce dont dépend notre liberté, à toutes et tous.

Je pense en particulier à tous nos concitoyens de plus de 60 ans et aux personnes vulnérables - dont celles qui sont en surpoids grave - qui ne sont pas encore vaccinées aujourd'hui : vous êtes celles et ceux qui courez aujourd'hui le plus grand danger. J'en appelle donc à votre mobilisation. Nous déploierons durant tout l'été la vaccination au plus près du terrain en travaillant étroitement avec nos médecins, nos pharmaciens mais aussi nos associations dont je veux saluer l'engagement, et nous irons vacciner celles et ceux qui sont aussi le plus loin des soins.

Pour les collégiens, les lycéens, les étudiants : des campagnes de vaccination spécifiques seront déployées dans les établissements scolaires dès la rentrée.

Je veux m'adresser enfin à ceux qui, vaccinés les premiers c'est-à-dire en janvier-février, verront prochainement leur taux d'anticorps baisser, leur immunité diminuer.

Je veux ici les rassurer. Dès la rentrée, une campagne de rappels sera mise en place pour vous permettre de bénéficier d'une nouvelle injection selon le même système et dans les mêmes conditions que la ou les premières. Les rendez-vous pourront être pris dès les premiers jours du mois de septembre.

Il n'y a donc pas d'inquiétude à avoir, mais malgré le vaccin, je vous demande à toutes et tous de continuer à être prudents et de continuer à respecter ces gestes-barrière contre le virus que vous connaissez bien désormais.

En complément de la vaccination, nous allons devoir mettre en place de nouvelles mesures pour freiner le virus.

Parce que le niveau de vaccination y est encore très insuffisant et que les hôpitaux sont déjà sous forte pression, l'état d'urgence sanitaire sera déclaré dès demain en Conseil des ministres pour la Martinique et la Réunion et un couvre-feu sera instauré.

Pour autant, dans l'Hexagone - sauf dans les départements qui dépasseraient un taux d'incidence de 200 et verraient leurs hospitalisations augmenter, où des mesures de freinage pourront être prises par nos préfets - notre approche sera plus simple. Partout, nous aurons la même démarche : reconnaître le civisme et faire porter les restrictions sur les non-vaccinés plutôt que sur tous.

Dès cette semaine, les contrôles aux frontières seront encore renforcés pour les ressortissants en provenance des pays à risque, avec un isolement contraint pour les voyageurs non-vaccinés.

Dès le 21 juillet, le pass sanitaire sera étendu aux lieux de loisirs et de culture. Concrètement, pour tous nos compatriotes de plus de 12 ans, il faudra, pour accéder à un spectacle, un parc d'attraction, un concert ou un festival avoir été vacciné ou présenter un test négatif récent. Ce pass est disponible sur l'application TOUSANTICOVID. Mais chacun peut utiliser la version papier remise au moment de la vaccination.

A partir du début du mois d'août – et cela parce qu'il nous faut faire d'abord voter un texte de loi et le promulguer – à partir du début du mois d'août donc, le pass sanitaire s'appliquera dans les cafés, les restaurants, les centres commerciaux, ainsi que dans les hôpitaux, les maisons de retraites, les établissements médico-sociaux mais aussi dans les avions, trains et cars pour les longs trajets. Là encore, seuls les vaccinés et les personnes testées négatives pourront accéder à ces lieux, qu'ils soient d'ailleurs clients, usagers ou salariés.

En fonction de l'évaluation de la situation, nous nous poserons la question de l'extension du pass sanitaire à d'autres activités encore.

Cet automne, les fameux tests PCR seront rendus payants, sauf prescription médicale, et ceci afin d'encourager la vaccination plutôt que la multiplication des tests.

Pour pouvoir faire tout cela, je convoquerai le Parlement en session extraordinaire à partir du 21 juillet pour l'examen d'un projet de loi qui déclinera ces décisions.

Vous l'avez compris, la vaccination n'est pas tout de suite obligatoire pour tout le monde, mais nous allons étendre au maximum le pass sanitaire pour pousser le maximum d'entre vous à aller vous faire vacciner.

Enfin, nous continuerons d'agir pour éviter l'apparition de variants qui pourraient être plus dangereux encore que le variant Delta.

Cela passe par un projet immense mais indispensable et désormais à notre portée : vacciner le monde.

La France, depuis mars 2020, est à l'initiative avec le programme ACT-A, qui vise à la fois à produire davantage de vaccins et à donner aux pays les plus pauvres davantage de vaccins.

Nous avons déjà donné plus de 2.5 millions de doses. Et d'ici la fin de l'année, nous donnerons plusieurs dizaines de millions de doses de vaccins.

Nous continuerons à nous mobiliser et à mobiliser tous nos partenaires pour produire plus et donner encore davantage aux pays les plus pauvres, en particulier dans les Balkans, en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient. Plusieurs pays sont aujourd'hui fortement touchés, où nous allons accroître notre aide, et je pense particulièrement à la Tunisie. Pour en finir durablement avec la pandémie, nous devons vacciner partout.

Je vous l'avais dit l'année dernière : nous allons devoir « vivre avec le virus ». Ce sera le cas tout au long de cette année 2021 et sans doute pour plusieurs mois de l'année 2022, même si le vaccin change beaucoup de choses.

Les semaines à venir seront donc celles de la mobilisation pour bloquer le virus et pour continuer de relancer notre économie.

L'été de mobilisation pour la vaccination sera aussi un été de relance.

Je l'ai constaté au cours de mes récents échanges avec vous, partout en France, notre plan de relance se déploie à un rythme soutenu : sur les 100 milliards d'euros votés à l'automne dernier et permis grâce à l'accord européen historique d'il y a un an, 40 milliards ont ainsi été ainsi mobilisés sur le terrain.

Nous devons faire plus encore. Car plus vite nous concrétiserons le plan de relance, plus fort sera notre rebond.

Plus vite nous concrétiserons le plan de relance, plus efficace sera notre lutte contre le dérèglement climatique : un tiers des crédits sont en effet ciblés sur la rénovation thermique des bâtiments, sur les énergies décarbonées, sur l'automobile zéro émission, tous les secteurs qui concilient écologie et économie, écologie et progrès.

Le Gouvernement et les préfets s'assureront durant l'été de la bonne mise en œuvre des investissements sur le terrain.

Nous allons aussi faire le maximum pour lever les contraintes qui pèsent sur les secteurs qui sont justement les plus en tension, et sur vous tous.

D'abord, le manque de matières premières, qu'il s'agisse de bois, d'acier, de fer ou de semi-conducteurs, ce qui a retardé de nombreux chantiers et fait monter les coûts.

Ensuite les pénuries de main d'œuvre : selon la Banque de France, près d'une entreprise sur deux ne trouve pas de réponse à ses offres d'emploi.

Il faut ainsi tout faire ensemble sur le terrain pour y répondre et responsabiliser chacun. Notre priorité de l'été et de l'automne est bien de retrouver, non seulement le niveau d'emploi d'avant l'épidémie, mais de nous inscrire dans une trajectoire de plein emploi.

Si nous nous mobilisons pour nous vacciner et pour relancer l'économie, alors nous serons en mesure en septembre de préparer collectivement notre avenir.

Il nous faudra en débattre de manière apaisée et démocratique. Il nous faudra aussi prendre des décisions. Mais je veux d'ores et déjà partager avec vous quelques convictions fortes.

La première, c'est la nécessité de moins dépendre de l'étranger pour certains produits essentiels, certains services, certaines technologies. C'est la nécessité de retrouver le chemin d'une indépendance française et européenne. Parce que nous avons vécu durant cette crise les conséquences de la dépendance.

Grâce à l'action menée depuis 2017, nous sommes en train de réussir, de nous améliorer

Des productions majeures pour la vie du pays comme celle de paracétamol, par exemple, ont été relocalisées en France.

Une usine géante de batteries pour nos véhicules électriques va prochainement ouvrir sur nos terres industrielles du Nord et préfigurer des investissements massifs dans la transformation de l'industrie automobile.

J'ai lancé le mois dernier un plan d'investissement de 7 milliards d'euros pour l'innovation en matière de santé : des usines, de la recherche, chez nous en France.

Nous sommes depuis deux ans la première nation européenne du numérique et de la technologie. Nous devons donc continuer d'investir et encourager ces initiatives qui ont créé plus de 160 000 emplois.

Ce défi désormais qui est le nôtre est de changer d'échelle. De généraliser partout cette dynamique. De

redevenir une grande nation de recherche, d'innovation, d'agriculture et d'industrie. Reindustrialiser, réconcilier la croissance et l'écologie de production.

Au niveau national, la baisse des impôts de production ainsi que celle de l'impôt sur les sociétés que nous avons décidées vont permettre d'accélérer le mouvement.

Au niveau européen, la Présidence Française de l'Union Européenne qui commencera le 1er janvier 2022 nous permettra de bâtir un agenda commun d'indépendance industrielle et technologique.

A la rentrée, après le travail et les consultations en cours, nous déciderons d'un plan d'investissement qui visera un objectif : bâtir la France de 2030 et faire émerger dans notre pays et en Europe les champions de demain qui, dans les domaines du numérique, de l'industrie verte, des biotechnologies, ou encore de l'agriculture, dessineront notre avenir.

Ma deuxième conviction, c'est que nous avons vu la force durant cette crise de notre modèle social, qui a protégé nos entreprises, nos emplois, notre culture, de nombreux secteurs exposés et a protégé notre pouvoir d'achat durant la crise, c'est un joyau qu'il nous faut préserver.

Ce modèle social français repose sur un fondement : le travail.

Sans travail, pas de production. Sans travail et sans production, pas de financement de notre santé, pas de financement du chômage partiel, pas de financement de nos retraites.

La priorité de la sortie de crise sera donc la même que depuis le début du quinquennat : le travail et le mérite.

C'est pour cela que nous allons continuer d'investir dans la formation tout au long de la vie dès cette rentrée : nous formons durablement plus de demandeurs d'emploi qu'il y a quatre ans mais ce n'est pas encore assez.

Et j'ai demandé au Gouvernement dès cette rentrée de lancer un plan massif de formation et de requalification des chômeurs de longue durée. C'est pour cela que la réforme de l'assurance chômage sera pleinement mise en œuvre dès le 1er octobre. Autour d'une volonté simple : en France, on doit toujours bien mieux gagner sa vie en travaillant qu'en restant chez soi, ce qui n'est actuellement pas toujours le cas.

C'est pour cela aussi que nous devons engager, dès que les conditions sanitaires seront réunies, la réforme des retraites.

J'ai toujours tenu un langage de vérité.

Oui, notre système est injuste : avec 42 régimes différents entretiennent des inégalités majeures, et il faudra aller vers plus de simplicité pour plus de justice. Et donc, les régimes spéciaux devront être supprimés pour les nouveaux employés dans ces secteurs.

Oui, parce que nous vivons plus longtemps, il nous faudra travailler plus longtemps et partir à la retraite plus tard. Pas demain, pas brutalement, pas de manière uniforme car nous prendrons en compte la difficulté des métiers. Mais progressivement, sur plusieurs années, et par un système qui fait la différence selon le travail réellement exercé. Et donc, l'âge de départ doit être plus tardif.

Oui, une vie de travail doit offrir une pension digne. Et donc, toute retraite pour une carrière complète devra être supérieure à 1000 euros par mois.

Voilà ce que je veux en des termes clairs et simple. Pour protéger les retraites actuelles et celles de nos enfants sans augmenter les impôts, il est juste et efficace de changer notre système de retraites.

J'ai entendu les débats sur le moment : faut-il faire cette réforme dès ce mois de juillet, à la rentrée, ou bien plus tard ? Alors si je demande au Gouvernement de Jean Castex de travailler avec les partenaires sociaux sur ce sujet dès la rentrée, je ne lancerai pas cette réforme tant que l'épidémie ne sera pas sous contrôle et la reprise bien assurée.

Ma troisième conviction enfin, c'est que la Nation doit une réponse à ceux qui ont été le plus touchés par la crise.

A notre jeunesse, qui a tant sacrifié alors qu'elle risquait peu pour elle-même. A nos aînés, qui plus que les autres ont craint pour leur vie.

Pour notre jeunesse, nous devons continuer d'investir. Investir dans la petite enfance et dans l'éducation. Cela demeure plus que jamais notre priorité en sortie de crise. Pour nos jeunes adultes, nos étudiants comme nos jeunes actifs, ou nos jeunes qui sont peu formés, nous avons créé la plateforme « 1 jeune 1 solution ». Nous poursuivons ce programme, qui a permis à 2 millions de jeunes de trouver une formation, de décrocher parfois un emploi, de signer souvent un contrat d'apprentissage, imaginez - 526 000 en 2020, ce qui est un record. Pour amplifier cette dynamique, je présenterai à la rentrée le Revenu d'Engagement pour les jeunes, qui concernera les jeunes sans emploi ou formation et sera fondé sur une logique de devoirs et de droits.

Quant à nos aînés et nos concitoyens en situation de handicap, trop souvent confrontés à une solitude sans solution, nous leur devons une grande ambition humaniste pour l'autonomie, un accompagnement renforcé pour le maintien à domicile, des maisons de retraites modernisées.

Accompagnement de notre jeunesse, meilleure prise en charge des aînés : c'est un nouveau pacte français entre les générations qu'il nous faut bâtir pour notre Nation.

Cette ambition devra être financée et ce ne sera pas par une hausse d'impôt. Là aussi, je demeure constant. Avec la suppression de la taxe d'habitation, la baisse des cotisations sociales, la diminution de l'impôt sur le revenu, ce qui représente 170 euros en plus par mois pour un salarié au SMIC, nous avons assumé d'améliorer le pouvoir d'achat et de baisser les impôts, une priorité pour les classes moyennes et nous ne reviendrons pas en arrière.

Nos réformes ne seront pas davantage financées en laissant filer la dette. La nouvelle génération doit déjà assumer la dette écologique. Je n'ajouterai pas à ce fardeau la dette financière. La seule solution, le seul moyen d'assurer ce nouveau pacte est de travailler davantage, d'investir. D'innover, d'inventer, d'améliorer notre croissance et de continuer à réformer. Réformer l'Etat aussi comme nous avons commencé à le faire avec la réforme de la haute fonction publique et la suppression de l'ENA. De simplifier le millefeuille territorial. De simplifier partout où c'est possible l'action publique.

La seule solution est de continuer à bousculer le système et les positions établies, les rentes, les statuts.

C'est ainsi que nous reprendrons le contrôle de notre destin comme Nation. C'est ainsi que nous reprendrons chacun le contrôle de nos vies comme citoyens.

La volonté que la France doit porter est bien celle-là : reprendre le contrôle de notre destin, garantir à chacune et à chacun des nôtres qu'il pourra retrouver le contrôle de son destin personnel, professionnel, familial et civique.

Bien des questions devront trouver réponse dans les mois qui viennent que je n'ai pas abordées dans le cadre de ce message ce soir. J'ai bien entendu votre inquiétude que fait naître la montée d'une violence endémique dont sont victimes les plus fragiles, les femmes souvent, y compris dans le couple, de jeunes adolescents dans la rue, et le manque de respect à l'égard des forces de l'ordre ou de sécurité ;

J'ai entendu le message porté à l'encontre de nos institutions par l'abstention impressionnante aux élections régionales et départementales ; et j'ai en tête les questions qui portent sur les équilibres de notre démocratie. Devant toutes ces questions, j'ai une certitude : nous devons non seulement prolonger notre effort, mais le renouveler en inventant chaque jour le nouveau modèle que notre pays et le monde attendent.

Mais des choses dans le monde sont en train de bouger aussi, grâce à des initiatives que propose et soutient la France ! Il faudra se souvenir que c'est en ces premiers jours de l'été 2021 que la communauté internationale, dans un effort sans précédent, a décidé d'une imposition mondiale des multinationales, à 15 % minimum, mettant ainsi fin aux évasions fiscales et aux paradis fiscaux. La France a été en première ligne, et a contribué à faire bouger l'Europe et le monde.

Mes chers compatriotes. Cet été de retrouvailles et de retour aux sources, cet été qui sera fait de moments amicaux et familiaux, devra donc être néanmoins un été de vigilance, de lutte contre le virus, de vaccination.

J'ai confiance en vous, confiance en nous pour rester unis, sereins, déterminés.

Alors, à la rentrée nous aurons rendez-vous avec notre avenir. Pour bâtir une France indépendante, qui ne vit pas dans la nostalgie mais sait prendre les décisions nécessaires à sa destinée. Une France conquérante, qui a foi en la force de sa jeunesse, et n'a pas peur du futur mais l'invente. Une France unie qui sait être solidaire, civique, responsable dans l'épreuve comme dans la conquête.

Vive la République.

Vive la France.